

**L'Inde est un état corporatif hindou**  
**Arundhati Roy**  
**15 septembre 2010**

Bonjour et bienvenue dans Devil's Advocate. A la fin d'une semaine au cours de laquelle les maoïstes ont fait la une pratiquement tous les jours, nous proposons une perspective complètement différente de celle du gouvernement. Mon invité aujourd'hui est une écrivain, essayiste et lauréate du Booker Prize, Arundhati Roy.

KARAN THAPAR: Je veux vous parler de votre façon de voir les maoïstes et de la façon dont vous pensez que le gouvernement doit répondre, mais d'abord, comment considérez-vous la récente prise d'otage dans le Bihar dans laquelle quatre policiers ont été enlevés et retenus pendant huit jours, et l'un d'entre eux - Lukas Tete - assassiné?

ARUNDHATI ROY: Je ne pense pas qu'il y ait quoi que ce soit de révolutionnaire dans l'assassinat d'une personne qui est en détention. J'ai fait une déclaration dans laquelle j'ai dit que je pense que c'était juste aussi mal que l'assassinat d'Azad par la police, de cette manière, dans une soi-disant 'rencontre' dans l'Andhra. A vrai dire, je me tiens à l'écart de cette analyse basée sur l'atrocité qui se manifeste sur nos écrans de télévision ces derniers jours parce qu'une partie de celle-ci est destinée à vous faire perdre la vue d'ensemble à propos de la raison de cette guerre, de qui veut la guerre. Qui a besoin de la guerre?

KT: J'ai très envie de parler de la vue d'ensemble. Mais, avant d'y venir, permettez-moi d'attirer l'attention sur quelque chose d'autre. Au cours de l'année écoulée, les maoïstes ont décapité Francis Induwar et Sanjoy Ghosh; ils ont tué Lokus Tete. Ils ont kidnappés d'autres policiers. Il y a eu des attaques dévastatrices dans le Dantewada, il y a eu le sabotage du Gyaneshwari Express. A vos yeux, est-ce que cela représente une stratégie ou une tactique légitime, ou cela diminue-t-il la cause maoïste?

AR: Je ne peux pas empaqueter tout cela ensemble. Par exemple, l'accident de train. Je ne pense pas que quiconque sache encore qui la fait.

KT: Tout le monde est convaincu que les maoïstes...

AR: Tout le monde peut être convaincu. Mais ce n'est pas suffisant d'être convaincu. Il faut des faits, et les faits s'effilochent chaque jour.

KT: Et le Dantewada, les décapitations, les kidnappings?

AR: En fait, ce qui se passe maintenant, c'est qu'il y a une situation de conflit, de guerre. Donc vous avez exposé une litanie de terribles actes de violence infligés par un camp, et vous avez exclu la reproduction de ce qui se passe de l'autre côté, qui est celle de 200.000 forces paramilitaires resserrant leur étau sur ces villages les plus pauvres, expulsant la population, brûlant la population. Bien sûr, toute violence est terrible, mais si vous voulez entrer dans ce qui se passe vraiment, nous devons examiner cela un peu plus en détail.

KT: Donc, ce que vous insinuez, c'est que nous avons une spirale de violence dans laquelle ce qu'un camp fait à l'autre justifie la réponse et, dans un certain sens, vous ne voulez pas condamner l'un ou l'autre. Vous les voyez tous deux comme étant tout aussi coupables?

AR: Non. Je ne les vois pas tous deux comme étant également coupables, et je ne veux pas justifier quoi que ce soit. Je vois un gouvernement qui brise chaque type de loi de la Constitution à propos des populations tribales et prend d'assaut les terres ancestrales de millions de personnes et une force de résistance qui s'oppose à cela. Maintenant, la situation devient violente, devient laide. Et si vous commencez à essayer d'en extraire une morale, vous serez dans le pétrin.

KT: Mais une chose qui est claire comme de l'eau de roche dans ce que vous avez dit, c'est que vous voyez le gouvernement comme étant la première personne, le premier parti coupable. Le plus grand tort, la première faute, est celle du gouvernement, vous voyez les maoïstes comme ceux se contentant simplement d'y répondre.

AR: Je vois absolument le gouvernement comme l'agresseur principal. Pour autant que les maoïstes soient concernés, bien sûr, leur idéologie est celle du renversement de l'état indien par la violence. Cependant, je crois que si l'état indien était un état juste, si la population ordinaire avait encore un peu d'espoir pour la justice, les maoïstes seraient juste un groupe marginal de militants sans aucun attrait populaire.

KT: Donc les maoïstes obtiennent du soutien et tirent leur puissance du fait que nous ne croyez pas que l'état indien soit juste.

AR: Laissez-moi vous dire (oubliez les maoïstes) que chaque mouvement de résistance, armé et non-armé, et aujourd'hui les maoïstes, se battent en fait pour mettre la Constitution en pratique, et le gouvernement la saccage.

KT: Donc les vrais constitutionnalistes sont les maoïstes et le vrai casseur de la Constitution est le gouvernement.

AR: Pas uniquement les maoïstes, tous les mouvements de résistance.

KT: Concentrons-nous un moment sur les maoïstes puisque ce sont eux qui ont été dans les informations toute cette semaine. Le premier ministre voit les maoïstes comme la plus grosse menace pour la sécurité du pays. Je suppose que votre perception d'eux est complètement différente. Comment percevez-vous les maoïstes?

AR: Je les considère comme un groupe de personnes qui se trouvent à l'extrémité la plus militante de la l'étendue des mouvements de résistance qui existent dans les villes, les plans et les forêts.

KT: Mais que cherchent-ils à faire? Quelle est leur justification?

AR: Leur objectif final, comme ils le disent assez clairement, est de renverser l'état indien et d'établir la dictature du prolétariat. C'est leur objectif final, mais...

KT: Soutenez-vous, Arundhati Roy, cet objectif?

AR: Je ne soutiens pas cet objectif au sens où je ne crois pas que la solution au problème auquel le monde est actuellement confronté ne viendra de l'imagination ni du communiste, ni du capitaliste parce que ...

KT: Cela, je le comprends, mais soutenez-vous n'importe quelle tentative de renverser l'état indien?

AR: C'est que, je ne peux pas dire que c'est le cas parce qu'ils m'emmèneront d'ici enchaînée.

KT: Ce détail technique mis à part, on dirait que vous la soutenez.

AR: Cependant, je crois que l'état indien a renoncé à sa responsabilité envers la population. Je crois cela. Je crois que quand un état n'est plus lié, ni légalement, ni moralement, à la Constitution indienne, soit nous devons reformuler le préambule de la Constitution indienne qui dit ...

KT: Ou?

AR: Qui dit que nous sommes une république souveraine, démocratique, laïque. Nous devons le reformuler et dire que nous sommes un état satellite hindou d'entreprise.

KT: Ou?

AR: Soit nous devons avoir un gouvernement qui respecte la Constitution, soit nous changeons la Constitution.

KT: Permettez-moi d'être brusque. Cela donne très fort l'impression au public que vous essayez de trouver une façon intelligente, subtile, de dire que vous soutenez l'engagement maoïste pour renverser l'état, mais que vous craignez de le dire de manière franche parce que vous avez peur que cela puisse vous envoyer en prison.

AR: Si je dis que je soutiens le désir maoïste de renverser l'état indien, je dirais que je suis une maoïste. Mais je ne suis pas une maoïste.

KT: Mais vous sympathisez avec eux.

AR: Je sympathise avec tous les mouvements. Je suis de ce côté de la ligne dans un groupe de personnes qui disent qu'il y a un état qui veut lancer l'armée contre la population la plus pauvre non seulement dans le pays, mais dans le monde. Je ne peux pas supporter cela.

KT: Permettez-moi de vous soumettre ceci. Vous sympathisez avec la cause maoïste, mais qu'en est-il des tactiques utilisées par les maoïstes? Le problème est que les maoïstes veulent négocier un nouvel ordre démocratique non pas en persuadant les gens, ni en gagnant des élections légitimes, mais par la lutte armée de libération. Pour beaucoup, cela équivaut à une guerre civile. Allez-vous aussi loin avec eux?

AR: Il y a déjà une guerre civile. Je ne crois pas qu'un mouvement de résistance qui ne croit qu'à la violence mènera à une nouvelle démocratie. Je ne crois pas cela. Tout comme je crois que dire, doctrinalement, qu'il faut uniquement être non-violent, est une manière déformée de soutenir le statut quo. Je crois qu'il doit y avoir un débit de résistance, et je crois assurément que quand votre

village est encerclé par 800 hommes de la CRPF qui violent, brûlent et pillent, vous ne pouvez pas dire, je vais faire une grève de la faim. Alors, je soutiens le droit des gens à s'opposer à cela.

KT: Mais présentez-moi cela. Si vous soutenez, peu importe les réserves que vous y ajoutez, le droit des maoïstes à résister par la violence: que vous l'appeliez lutte armée de libération ou quoi que ce soit.

AR: Vous n'arrêtez pas de parler des maoïstes, ce n'est pas honnête.

KT: Si vous soutenez cela, peu importe avec quelle réserve, comment pouvez-vous refuser le droit à l'état de recourir aux armes pour se défendre?

AR: L'état n'a pas à se défendre. L'état est sensé représenter la population et défendre la population.

KT: Mais si l'état est attaqué, c'est la population qui est attaquée et ...

AR: Il n'est pas attaqué. L'état perpète l'attaque. C'est ce que j'essaie de dire. L'état contrevient à sa propre Constitution et commet une attaque. Si vous examinez le rapport récent, le chapitre censuré d'un rapport récent du Panchayati Raj, il dit tellement clairement: l'état est simplement totalement illégal dans ses actions. Que proposez-vous aux gens de faire quand une force armée, policière, paramilitaire et aérienne va commencer à mener une guerre contre les pauvres. Suggérez-vous qu'ils partent simplement pour vivre dans des camps et permettre aux riches, aux industries et au secteur minier de prendre le pouvoir?

KT: Donc vous dites que les maoïstes et tous les autres combattants de la résistance n'ont d'autre choix que celui de rendre les coups.

AR: Ce que je dis, c'est que si un état respecte la résistance non-violente comme ça a été le cas pendant des années, tous les états ne l'ont pas respectée, mais la population s'est battue pacifiquement durant des années exactement à propos de ces questions... mais si vous ignorez la non-violence, par défaut, vous privilégiez la violence.

KT: Mais les maoïstes poursuivent-ils en fait leur objectif, que vous partagez, de manière non-violente, ou le poursuivent-ils avec violence? C'est ça le problème. Il y a ici un vrai problème, dans lequel la fin semble justifier les moyens. La question est la suivante: est-ce le cas?

AR: Vous ne m'écoutez pas. Ce que je dis, c'est qu'il y a une injustice écrasante qui s'est développée, déplaçant des millions de personnes. Pourquoi avons-nous 836 millions de personnes qui vivent avec moins de vingt roupies par jour? Pourquoi avons-nous 60 millions de personnes déplacées? Parce que le gouvernement refuse. Durant ces 25 dernières années, il a refusé d'écouter la non-violence.

KT: Donc vous voyez les maoïstes comme les victimes, victimes de l'injustice?

AR: Je vois les gens en tant que victimes de quelque chose. Si vous examinez l'idéologie des maoïstes, ils ne se pensent pas victimes. Mais je pense que cette idéologie trouve une prise parmi la

population, dans l'imagination populaire en raison de l'incroyable injustice commise par l'état indien.

KT: En bref, la faute se situe presque entièrement du côté du gouvernement?

AR: C'est le cas.

KT: Vous dites ça avec assurance et sans ménagement?

AR: Absolument.

KT: J'ai très envie de parler des perspectives de négociations, mais d'abord, permettez-moi de vous questionner à propos d'Azad. En mai, il est apparu que le ministre de l'intérieur avait demandé à Swami Agnivesh de faire office de facilitateur dans les négociations avec la direction maoïste, et à son tour, il a établi des contacts avec le dirigeant maoïste Azad. Mais en juillet, dans une rencontre inexplicquée avec la police, Azad est mort subitement. Croyez-vous qu'il s'agissait d'un stratagème délibéré pour faire sortir Azad au grand jour et puis l'assassiner?

AR: Oui, je le crois.

KT: Etes-vous vraiment sérieuse? Le gouvernement a tendu un piège pour assassiner Azad?

AR: C'est ce que, à partir de tous les faits qui se dégagent, cela semble indiquer.

KT: Pourquoi ont-ils fait cela? Pourquoi tueraient-ils le seul homme avec qui ils ont de raisonnables espérances de dialogue?

AR: Je dis depuis quelques mois maintenant que vous devez comprendre que le gouvernement a besoin de cette guerre. Il a besoin de cette guerre pour dégager la terre, pour transmettre et réaliser ces centaines de MOU (Memorandum of Understanding - Protocole d'Entente) qui ont été signés. Si vous lisez les journaux d'affaires, ils sont très clairs à propos de cela.

KT: Si le gouvernement a besoin de la guerre, comment interprétez-vous la tentative du gouvernement d'avoir des discussions? Les deux s'opposent.

AR: Ouais. Il a besoin de la guerre, mais il a besoin de garder ce masque, ce souriant masque bienveillant de démocratie. Donc, il propose des négociations d'une part, et les sape d'autre part.

KT: Mais même si vous admettez cette étrange théorie selon laquelle le gouvernement est fourbe, hypocrite, pourquoi détruirait-il ce masque en assassinant Azad? Pourquoi se suiciderait-il?

AR: Parce que si vous examinez ce qui était en train de se passer, Azad commençait à sembler dangereusement raisonnable.

KT: Pour qui?

AR: Pour nous tous. Il ne s'agissait pas seulement d'un militant.

KT: Sur base d'un interview à 'The Hindu', vous concluez que Azad semble raisonnable?

AR: Allez Karan, nous connaissons tous Azad. Il est là depuis des années. Il a beaucoup écrit.

KT: Vous peut-être, mais sûrement pas la population indienne. Pour eux, Azad est un mystère.

AR: Non, pas du tout. Par exemple, l'article qu'il a écrit dans 'Outlook' a été publié après sa mort, mais il a été envoyé de tous côtés avant.

KT: Mais même si on accepte votre théorie selon laquelle le gouvernement a assassiné Azad parce qu'il commençait à sembler et à avoir l'air raisonnable, cela aurait seulement fait de lui un interlocuteur crédible et s'ajuste mieux dans leur masque. Tout de même, en un sens, cela rend encore plus ridiculement contradictoire de l'assassiner.

AR: Pourquoi le serait-ce? Disons qu'il y a deux camps dans la guerre. Il y a plus que deux camps, mais tout le monde veut la rendre binaire, donc, pour les besoins de l'argumentation, acceptons-le. Quand un camp envoie un émissaire et que l'autre camp l'assassine, qu'est-ce que cela veut dire? Qu'un camp ne veut pas la paix. C'est ça que cela signifie. C'est une hypothèse raisonnable.

KT: Donc, ceci est un gouvernement fourbe.

AR: Absolument.

KT: Dans ce cas, permettez-moi d'en venir à la question cruciale dont je veux discuter. Quelles sont les perspectives des négociations? Le gouvernement a dit à plusieurs reprises qu'il serait disposé à discuter à condition que les maoïstes renoncent à la violence, ne demandant même pas aux maoïstes de déposer les armes, et beaucoup de gens croient que c'est une offre raisonnable, et peut-être même généreuse. Comment considérez-vous la position du gouvernement sur les pourparlers?

AR: Je pense que si vous deviez aller dans ces forêts et examiner ce qui s'y passe, où vous avez ces 200.000 paramilitaires patrouillant dans les villages tribaux, où se déroulent les opérations de bouclage-recherche, les assassinats, le siège, qu'est-ce que cela signifie de renoncer à la violence? Si vous dites qu'il devrait y avoir un cessez-le-feu, un cessez-le-feu mutuel, ce qui, je pense, est la chose la plus raisonnable, alors nous pouvons discuter. Mais si vous dites, vous devez renoncer à la violence, qu'est-ce que cela veut dire?

KT: Vous ne pensez donc pas qu'une renonciation unilatérale de la violence sera acceptable, mais un cessez-le-feu mutuel de part et d'autre?

AR: Je pense qu'il est absolument urgent qu'il y ait un cessez-le-feu des deux camps.

KT: Simultané?

AR: Oui. Les comptes-rendus du gouvernement ont dit que ces MOU doivent être réexaminés. Chidambaram lui-même a promis dans un interview qu'il allait les bloquer. Pourquoi ne fait-il pas cela?

KT: Il attend probablement un signe de la part des maoïstes qu'il répondront. Il ne veut pas le faire unilatéralement.

AR: Maintenant, ils ont répondu par écrit; Azad a répondu par écrit.

KT: Azad n'est plus. Permettez-moi de vous dire ceci. Dans cet interview, vous commencez à suggérer des mesures, qui si elles étaient prises simultanément par les deux camps, faciliteront vraiment d'une certaine manière les négociations. Seriez-vous prête, puisque vous connaissez les maoïstes et qu'ils vous font confiance, d'agir en tant que médiatrice?

AR: Si vous avez étudié le processus de pourparlers de paix dans l'Andhra, vous avez vu que cette affaire de choisir une personne et de l'annoncer dans les médias, les deux camps l'ont fait. Chidambaram a arbitrairement choisi Swami Agnivesh. Les maoïstes ont arbitrairement annoncé à la radio, nous voulons celui-ci ou celui-là. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Dans l'Andhra, il a fallu presque un an pour que les citoyens de ce comité se forment eux-mêmes comme des gens responsables. Cela ne doit pas être une seule personne.

KT: Swami Agnivesh, qui a été, dites-vous, choisi arbitrairement, a pratiquement réussi à amener Azad à un certain sujet de discussion, à l'exception du fait que comme vous dites, il a été assassiné. Mais il a pratiquement réussi. Donc, j'y reviens, puisque les maoïstes vous font confiance, et puisque vous parlez une langue, tout au moins en anglais, que le gouvernement peut comprendre, seriez-vous prête à agir en tant que médiatrice?

AR: Ecoutez Karan, je ne pense pas que cela doit être une personne. Je pense qu'il doit y avoir un groupe de gens qui ont l'habitude de prendre des décisions collectivement.

KT: Un comité?

AR: Absolument. C'est ce qui s'est passé dans l'Andhra. Il y avait un comité de personnes.

KT: N'est-ce pas un gâchis?

AR: Non, c'est absolument vital.

KT: Souhaitez-vous en faire partie?

AR: Je ne pense pas être bonne pour cela. Je suis une franc-tireuse.

KT: Seriez-vous disposée à être membre de ce comité?

AR: Pas vraiment. Je n'aimerais pas y être car je ne pense pas avoir ces compétences. Mais je pense qu'il y a des gens qui seraient très bon pour cela.

KT: En juin, écrivant dans 'The Hindu', le juge Krishna Aiyar a publiquement appelé les maoïstes à se présenter sans conditions pour des négociations. Feriez-vous une déclaration semblable?

AR: Non. Pas alors qu'il y a 200.000 paramilitaires qui se rapprochent des villages. Je dis que les deux camps doivent dire qu'il devrait y avoir un cessez-le-feu, sans conditions. Alors, on peut voir.

KT: Mais vous n'êtes pas prête à faciliter cela en étant une médiatrice, ou encore en ayant un rôle dans le comité.

AR: J'essayerai.

KT: Essayer! Donc, tout à coup, vous changez de position.

AR: Je ne sais pas que pensez de tout ceci.

KT: Si on vous pousse et qu'on vous persuade, vous pourriez accepter.

AR: Ecoutez, vous me parlez comme vous parlez aux politiciens - vous présenterez-vous aux élections?

KT: Non, j'essaye simplement de vous amener à me donner une réponse claire. Ce que je pressens, c'est que vous êtes tentée, mais que vous êtes incertaine.

AR: J'estime que chacun de nous devrait faire ce qu'il peut, mais certainement, je n'ai pas l'impression que je serai très bonne pour cela. Mais, je pense qu'il doit y avoir un comité de personnes ayant une expérience de la négociation, avec des personnes expérimentées comme BD Sharma, qui a une longue expérience de ce genre.

KT: Venons-en à une question différente. Le gouvernement, particulièrement le ministre de l'intérieur, considère souvent les gens qui sont bienveillants vis à vis de la cause maoïste comme des collaborateurs, une partie de la presse les qualifie même de traîtres. La première dans cette catégorie est Arundhati Roy. Comment répondez-vous à une telle stigmatisation.

AR: C'est un vieux jeu.

KT: Mais chaque fois, il reprend avec vigueur.

AR: Je pense que la raison pour laquelle ils étaient tous si perturbés, tant le gouvernement que la plupart de la presse, qui est clairement d'un côté dans ceci, c'est que dans un sens, en parlant des gens qui sont délaissés dans la jungle, quand l'opération Green Hunt s'est déroulée, de nombreux militants, de nombreux intellectuels se sont présentés et on dit, cela n'est pas acceptable pour nous. Et cela a ébranlé la position de solution évidente qui était présentée pendant tout ce temps.

KT: Donc la conviction de la position du gouvernement a été affaiblie et sapée par les intellectuels qui soutenaient le gouvernement, ce qui est la raison pour laquelle le gouvernement les a catalogué comme collaborateurs?

AR: Une fois encore, vous parlez des maoïstes.

KT: Mais est-ce la raison pour laquelle le gouvernement les a qualifié de collaborateurs?

AR: Ce qui s'est passé, c'est que le gouvernement a élargi la définition de maoïste pour qu'elle signifie tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Ce qu'ont fait les gens comme moi, c'est de



compliquer le scénario. En disant, ce n'est pas si simple. Bien sûr, cela ne me bouleverse pas parce que j'aime dire ce que je pense très clairement. Je ne suis pas inquiète du fait d'être affublée de noms.

KT: Dans un sens, le gouvernement qui vous appelle collaboratrice, c'est en fait une preuve que vous l'avez rendu mal à l'aise.

AR: Je suis fier si j'ai rendu le gouvernement inconfortable, parce qu'il devrait être sacrément mal à l'aise avec tout ce qu'il fait.

KT: C'était un plaisir de vous parler.